

Pouvoir d'emprunt

Pour sa part, le gouvernement fédéral a décidé de dépenser \$350,000 pour expliquer une politique qui n'a jamais été proposée formellement à la Chambre, qui n'a même pas fait l'objet d'un projet de loi. Aucune somme n'a été autorisée pour défendre cette politique, pour l'expliquer au public canadien. Voilà la différence. Il ne s'agit là que d'un petit exemple, mais j'ai décidé de profiter des dix minutes qui m'ont été réservées aujourd'hui pour l'exposer à la Chambre et au public canadien.

• (1220)

M. Norman Kelly (Scarborough-Centre): Monsieur le Président, je n'avais pas l'intention d'intervenir ce matin, mais après avoir entendu les deux derniers députés de l'opposition officielle, je tiens à vous faire part de mes réflexions sur leurs interventions ainsi que sur ce qui s'est dit jusqu'à présent durant le débat. Je ne me rappelle plus quelles circonscriptions les deux députés représentent. Il s'agit de M. Nowlan, d'Annapolis Valley...

M. le vice-président: A l'ordre. La pratique à la Chambre veut que l'on ne fasse pas référence aux députés par leur nom.

M. Kelly: Je le sais fort bien, monsieur le Président, mais si je mentionne leur nom, c'est uniquement pour que vous me disiez quelle circonscription ils représentent afin que je puisse y faire référence par la suite. Le second député dont l'intervention de ce matin m'a intéressé, c'est le député de Hamilton-Wentworth (M. Scott).

Le député d'Annapolis Valley-Hants (M. Nowlan) a tout à fait raison de vouloir replacer le débat dans son contexte humain. Certes, nous débattons d'un projet de loi d'emprunt, mais en réalité, ce sont des individus qui sont en cause et cela m'a fait très plaisir de voir le député replacer le débat dans cette perspective.

Le député de Hamilton-Wentworth a pris la parole ensuite. Il a déclaré que si l'on demandait au Canadien moyen dans un restaurant ou au résident d'un foyer de retraite, et cela, dans n'importe quelle circonscription, ce qu'il pense, du point de vue humain, du projet de loi d'emprunt de 19 milliards déposé par le gouvernement, nous aurions sûrement droit à de violentes réactions. A mon avis, le premier député avait raison de replacer la question dans son contexte humain. Par contre, le député d'Hamilton-Wentworth pose mal le problème.

Si nous voulons effectivement replacer les choses dans une perspective humaine, il ne faut pas demander aux gens s'ils sont prêts à dépenser 19 milliards. Il va de soi qu'ils vont nous répondre non. Les Canadiens ne sont pas d'accord pour que le gouvernement dépense davantage d'argent, qu'il s'agisse de 19 milliards, de 19,000 dollars ou même de \$1,900 dollars. Personne n'aime être obligé de dépenser de l'argent. Selon moi, le député d'Hamilton-Wentworth devrait poser sa question autrement: «Voulez-vous bénéficier de services?» Il devrait demander au retraité s'il veut continuer à toucher sa pension et à vivre confortablement dans son foyer de retraite. Il devrait demander à des malades s'ils sont intéressés à toucher l'assurance-maladie. Il devrait demander aux chômeurs s'ils veulent toucher l'assurance-chômage ou le bien-être social, demander aux étudiants s'ils veulent continuer à bénéficier des cours universitaires ou secondaires qu'ils suivent actuellement ou qu'ils comptent suivre. Qu'il demande donc aux chefs d'entreprise s'ils veulent continuer à recevoir des subventions ou à

avoir droit à des exonérations fiscales. Aux gens plus conservateurs, qu'il demande donc s'ils veulent que l'on renforce les moyens de défense et aux gens de gauche s'ils veulent que l'on maintienne et même que l'on accroisse les services sociaux.

A mon avis, ces questions resituent le problème dans sa perspective humaine. Voilà les questions que le député d'Hamilton-Wentworth devrait poser au Canadien moyen, que ce soit au restaurant, dans une maison de retraite ou à l'usine. S'il leur demandait ce qu'ils pensent du projet de loi d'emprunt de 19 milliards dans cette perspective-là, au lieu de leur demander s'ils veulent que le gouvernement dépense ce montant d'argent, la réponse serait certainement oui. Il va de soi qu'ils veulent tous ces services.

L'opposition officielle refuse que nous réduisions cet argent; elle veut naturellement que nous réduisions nos dépenses. Seulement, aucun député ne nous a dit dans quel domaine il faudrait procéder à des coupes. S'ils sont vraiment sincères quand ils demandent la réduction du montant du pouvoir d'emprunt, il faut qu'ils le réduisent d'au moins 2 ou 5 milliards. Si, à leurs yeux, ce projet de loi d'emprunt est critiquable, tant du point de vue moral que du point de vue intellectuel et économique, et qu'ils veulent que nous réduisions nos dépenses, qu'ils nous disent donc où nous devons procéder à des coupes. Ils veulent économiser 5 milliards? Qu'ils nous disent donc quels programmes doivent être réduits.

Certains députés de l'opposition, c'est le cas notamment du député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) prennent un malin plaisir à critiquer les dépenses du gouvernement. Seulement, quand on leur demande quels programmes devraient être affectés, ils répondent invariablement: «Réduisez les dépenses de publicité. C'est de l'argent gaspillé.» Ils ont peut-être raison, mais cela n'entraînerait pas une diminution notable des dépenses. S'ils veulent sincèrement réduire les dépenses, c'est en termes de milliards qu'il faut parler. Laissons de côté les dépenses limitées du gouvernement en matière de publicité. Dans quels domaines vont-ils procéder à des compressions majeures?

Nous avons proposé par exemple de transformer le ministère des Postes en société de la Couronne, afin de faire économiser aux contribuables 500 millions par année. Nous pensions pouvoir ainsi leur faire économiser de l'argent. L'opposition a dit non. Nous avons suggéré de plafonner les augmentations de salaire des fonctionnaires. L'opposition une nouvelle fois a dit non. Nous avons proposé d'économiser des centaines de millions de dollars en restructurant le système ferroviaire, mais l'opposition s'y est catégoriquement opposée.

Je prêterais davantage attention à leurs discours, s'ils me disaient avec précision et honnêteté, cette même honnêteté qu'ils réclament de la majorité, dans quels secteurs ils réduiraient les dépenses. J'ai bien peur que je perdrais mon temps: ce serait tout comme attendre Godot. C'est là, hélas, où en est le débat. L'opposition nous critique, mais elle ne nous fait aucune contre-proposition. Elle n'a rien à nous proposer de solide ou de valable.

Tout comme les députés de l'opposition, je veux moi aussi que les députés fassent preuve d'honnêteté intellectuelle. Ils doivent présenter avec honnêteté leurs arguments qui visent à influencer l'opinion publique. Mais je crains que les arguments avancés par l'opposition manquent de cette honnêteté intellectuelle, et en tout cas, les arguments que j'ai entendu défendre aujourd'hui. Si l'opposition croit sincèrement et honnêtement